

Education : productivité obligatoire

PAR JEAN-PAUL DESBRUÈRES *

Parler de l'Europe ne dispense pas de la construire. L'avenir économique des pays de la Communauté repose sur leur capacité à former dès aujourd'hui *davantage et mieux*. Les programmes de formation continue sont un premier exemple de cette coopération mettant en œuvre technologies et innovation pédagogique.

LA FORMATION continue, comme bien d'autres activités, s'est prise à la magie de l'échéance 1992. Elle y a été particulièrement encouragée par le lancement du programme *COMETT*, premier programme concernant la formation continue et très proche par sa logique des programmes de recherche européens dont le succès est maintenant confirmé. Cependant le succès médiatique du programme *COMETT* ne doit pas masquer d'autres événements qui, pour n'avoir pas connu le même écho, n'en manquent pas moins d'intérêt. (Par exemple, *Eurotechnet*, programme d'expériences pilotes de formation continue échangées entre les différents Etats membres à travers un réseau qui mêle entreprises et formateurs de différentes nationalités.)

COMETT : un grand succès

Quelles que soient mes impressions et mes doutes, il n'est pas niable que le programme *COMETT* a rencontré dans notre pays un accueil auquel nous ne nous attendions pas. Près de 30 % des dossiers proposés à la Commission émanaient de promoteurs de nationalité française. Un peu moins de mille projets ont donc été construits, des projets qui rassemblaient universités et entreprises des différents Etats membres. Nos compatriotes se sont surtout intéressés à trois des volets de *COMETT* : les Associations universités-entreprises pour la formation (AUEF), les formations technologiquement très pointues et de courte durée et les projets multimédia ou de formation à distance faisant appel aux technologies de l'information et des télécommunications (70 % des projets retenus comportent au moins un Français partenaire ou promoteur). En revanche et comme nombre d'autres pays, ils ont quelque peu délaissé les bourses pour étudiants, stagiaires ou enseignants. Toutefois, on peut considérer que notre pays ne sera pas tenu à l'écart de la très grande majorité des actions qui pourront se développer et il faut noter que les financements communautaires souvent très faibles ont fréquemment déclenché d'autres finance-

ments nationaux à un niveau central, régional ou local.

Pourtant, ce programme n'est pas totalement satisfaisant, des projets sérieux et prometteurs ont été écartés, des critères de sélection demeurent obscurs et les budgets globalement insuffisants. Comment expliquer dans ces conditions un tel enthousiasme de la part des Français ? Certes les pouvoirs publics ont fait des efforts inhabituels d'information et de promotion du programme et ceci a dû peser. Mais il y a aussi d'autres raisons : des raisons qui relèvent de la magie et surtout des raisons associées à l'importance des enjeux économiques, sociaux et culturels qu'on ressent confusément à l'occasion de ce programme.

La magie des chiffres et des mots

1992 est une date qui est maintenant présente dans le langage courant. La promotion de cet événement futur a, en France, été remarquablement réussie. On ne sait pas toujours très bien quelles seront ses conséquences concrètes mais on se plaît à penser en termes d'opportunités ou de menaces nouvelles. Les acteurs de la formation continue, Etat, conseils régionaux, entreprises, syndicats, formateurs, collecteurs, etc. ne sont pas à l'écart de ce courant et se transforment eux-mêmes en messagers de ce nouveau culte : « la préparation de 1992 ». Cette date fera-t-elle office de peur de l'an deux mille ?

Il y a également des cohortes de mots magiques qui ont contribué à cette fascination. Ces mots, ce sont ceux qui sont en mesure de déstabiliser notre appareil de formation dans ce qu'il a de traditionnel, de scolaire, de figé. Des mots qui recouvrent souvent des concepts imprécis, variables selon l'interlocuteur mais qui ont tous quelque chose en commun, ils supposent, indiquent, exigent un changement dans la mission, la pratique du formateur et de l'apprenant. On peut citer :

* Membre de la Délégation à la formation professionnelle (vice-président du programme Saturn).

autoformation, télé-enseignement, enseignement à distance, enseignement assisté par ordinateur, enseignement ouvert, formation multimédia, formation à la carte, formation délocalisée, etc.

Si, par jeu de l'esprit, on combine magie des chiffres et des mots, c'est la magie elle-même qui devient une menace bien réelle : nos frontières ne protégeront plus notre appareil de formation soit parce que nous les effacerons en 92, soit parce que les produits de formation, conçus par d'autres, les ignoreront sans doute avant 92.

Le Top 50 des projets européens

Tous les projets qui ont vu le jour au travers du programme communautaire *COMETT* mériteraient d'être cités et développés. Cependant certains d'entre eux comme *PACE* et *SATURN* ont davantage été repris par les médias. Plions-nous donc à la sélection médiatique.

- L'un, *PACE*, trouve son inspiration outre-Atlantique en proposant une approche très *technologico-élitiste* de l'enseignement à distance tant par les contenus de formation et les publics ciblés que par le privilège accordé à un seul média et à son moyen de transmission : la vidéo et le satellite. L'initiative du lancement a été prise par de grands industriels ce qui le distingue et explique qu'il dispose de moyens importants. En revanche il devra surmonter certaines difficultés comme l'établissement d'un réel partenariat avec les universités, des possibilités d'accès pour les PME-PMI et pour des publics de niveau plus faible. Il représente pourtant un des gisements prometteurs pour l'avenir de l'enseignement à distance.

- L'autre, *SATURN*, trouve son inspiration outre-Manche en proposant une approche que je qualifierais de *politico-académico-sociale* fondée sur les concepts britanniques de l'*Open Learning*¹ et ceci sans privilégier aucun média. Dans ce cas, l'initiative du lancement revient à des universitaires professionnels de l'enseignement à distance qui se sont regroupés ; ce qui le distingue et explique qu'il devra lui aussi surmonter certaines difficultés : une insuffisance de ressources, une participation encore chiche des industriels et une faible représentation dans certains Etats membres. Toutefois, il se fonde sur un succès maintenant affirmé qui est celui de l'*Open University*² britannique dont nous avons tous à apprendre.

Former davantage et mieux

En France, comme dans la plupart des pays d'Europe, on reconnaît que la performance économique de demain est très largement fonction de la capacité à investir aujourd'hui sur la formation des hommes et des femmes qui en seront les auteurs. Cette idée se trouve appuyée par un consensus remarquable. Les forces politiques, sociales et morales se rassemblent sur un même mot d'ordre : *former davantage et mieux*. D'un parti à l'autre, d'un pays à l'autre, les objectifs chiffrés convergent : il faut doubler le nombre des étudiants à l'horizon 2 000, conduire une génération entière au niveau du bac, multiplier par un facteur cinq l'effort de formation des entreprises, accroître les dépen-

ses de formation de l'Etat pour résoudre les problèmes du chômage, etc. Ce qui n'est généralement pas indiqué, ce sont les moyens qui nous permettront d'atteindre ces objectifs ambitieux. Dans la plupart des cas, on laisse entendre qu'il faut augmenter les moyens financiers en proportion tout en formant comme on forme aujourd'hui, c'est-à-dire : plus de béton et plus d'enseignants. Prenons l'exemple français : le budget de l'Education nationale $\times 2 = 200$ milliards ; la formation en entreprise $\times 5 = 100$ milliards ; accroître les dépenses de formation des chômeurs = 100 milliards ; soit un total de 400 milliards par an. La conclusion s'impose : il nous faudra nous passer de défense nationale (200 milliards), diminuer la protection sociale (200 milliards) puisque le temps n'est pas aux augmentations d'impôts. Qu'en sera-t-il du recrutement des bataillons d'enseignants ? Où les trouverons-nous ? Cette voie ressemble furieusement à une impasse.

Tous les secteurs d'activité (primaire, secondaire et très largement le tertiaire) ont été les uns après les autres contraints de se soumettre aux impératifs de la productivité. Dans ce contexte, on imagine mal que l'éducation et la formation restent bien longtemps à l'écart de ce mouvement. Bien au contraire, les objectifs ambitieux qui seront très prochainement assignés à l'éducation et à la formation déboucheront nécessairement sur une ardente obligation de productivité.

Or, les techniques pédagogiques traditionnelles, en usage depuis l'Antiquité et n'ayant connu un premier saut de productivité important que lors de l'invention du livre, plafonnent et doivent absolument être abandonnées pour progresser à nouveau. Nous sommes sans doute au seuil d'un second bond en avant. Le groupe face à l'enseignant ou au formateur qui détient le savoir et a la charge de le transmettre, le tout étant hébergé dans un cube de béton, représente une panoplie dépassée. De toutes manières des produits conçus à l'étranger seront proposés aux apprenants de notre pays par des systèmes qui ignorent les frontières. Nous savons bien que l'empreinte laissée par la formation est une marque profonde et que, au rang des enjeux, techniques, économiques, etc., l'enjeu culturel n'est assurément pas le moindre.

Le nouveau parcours de l'apprenant

Une utilisation massive, intelligente et combinée des technologies de l'information et des télécommunications permet d'envisager des formations, totalement individualisées et délocalisées, susceptibles de mieux maîtriser les problèmes de l'échec, de la qualité et d'abaisser sensiblement les coûts unitaires. Ceci entraînera des conséquences nombreuses, pour les apprenants comme pour les formateurs et les enseignants. A l'avenir l'apprenant doit pouvoir définir lui-même son propre cursus, qui lui sera personnel, en empiétant différents modules assortis d'un système de validation sérieux et maîtriser son lieu et ses rythmes d'apprentissage. Il devra apprendre une matière supplémentaire : l'autoformation et le bon usage de ces nouveaux outils. Plus libre, il sera aussi plus responsable. Le formateur et l'enseignant auront à changer de métier. Il faudra qu'ils se lancent résolument vers de

¹ Concept d'éducation permanente fondé sur un travail pédagogique visant à ouvrir la formation à la vie sociale et au monde des salariés.

² Open University: cf. Demain L'école planétaire d'Andrew Feenberg p. 10.